

VENDREDI 18 NOVEMBRE 2011

Courrier international

[À la une](#) > [Hebdo n° 1098](#) - [Asie](#)

INDONÉSIE • Vive la Papouasie libre !

A la faveur d'une grève dans la mine du géant américain Freeport, les vellétés indépendantistes des Papous indonésiens se raniment. Mais, comme à son habitude, Jakarta s'entête à les ignorer ou, pis, à les faire taire.

15.11.2011 | Ikrar Nusa Bhakti*



© AFP

Les indépendantistes papous ont manifesté le 14 novembre à Jayapura, capitale de la province indonésienne de Papouasie.

La Papouasie [indonésienne] demeure "une terre oubliée" dont on ne se souvient que lorsque des troubles politiques l'enflamment. A la fin des années 1950, le gouverneur néerlandais Van Eechoud avait accéléré son développement économique et politique afin de donner du fil à retordre à l'Indonésie lorsqu'elle chercherait à faire tomber l'Irian occidental [nom donné à l'époque par les Indonésiens] dans son giron. A cet effet, la puissance colonisatrice avait injecté des millions de goulden [la devise en vigueur à l'époque], accordé aux Papous des postes au bas de l'échelle dans la bureaucratie, formé un bataillon papou ainsi qu'un parti politique. Le 1er décembre 1961, Van Eechoud avait même autorisé le Conseil de Nouvelle-Guinée à promulguer un "*manifeste politique*" qui stipulait que le drapeau de l'étoile du matin [drapeau national papou] serait levé à mi-hauteur du drapeau néerlandais, que l'hymne *Eh ! Ma terre papoue* soit chanté après l'hymne national néerlandais.

Le gouvernement indonésien agit aujourd'hui de façon identique. La "papouanisation" de la bureaucratie a été lancée à grande échelle dans le sillage de la réforme entreprise en 1998 [après la chute de la dictature de Suharto, qui dirigeait l'Indonésie depuis 1967], avec pour objectif d'atténuer les revendications de ceux exigeant la tenue d'un référendum d'autodétermination. Par son approche politique teintée d'humanisme, Abdurrahman Wahid reste le président indonésien (1999–2001) le plus apprécié des leaders et de la société papous. Il a non seulement changé le nom d'Irian Jaya en Papoua [à la demande des Papous], mais aussi entamé un dialogue sur l'autonomie de cette région, marginalisé l'approche militaire et autorisé que l'étoile du matin soit consacrée emblème de la Papouasie.

Mais sous la présidence de Susilo Bambang Yudhoyono [depuis 2004], les violences à l'encontre des Papous ont repris massivement et n'ont rien à envier à celles de l'Ordre nouveau [sous Suharto]. Au point que les forces de l'ordre s'apparentent davantage à une armée coloniale qu'à une institution désireuse de gagner le cœur de ses enfants à la peau et aux cheveux différents pour les garder au sein de la République indonésienne. Leur approche n'a pas changé d'un iota : elles continuent de considérer les militants papous comme des insurgés ou des séparatistes qu'il faut mater ou exterminer. Le gouvernement de Yudhoyono a même promulgué des décrets qui nient les fondements mêmes de l'autonomie spéciale papoue consacrée par la Constitution. Ainsi, pour n'en citer qu'un, celui qui interdit, lors de l'élection de l'Assemblée du peuple papou (MRP), les candidatures d'anciens militants politiques indépendantistes. Pourquoi le gouvernement central refuse-t-il de s'entendre avec ces militants indépendantistes alors qu'il l'a pourtant fait à Atjeh avec les anciens combattants du GAM [Mouvement de l'Atjeh libre auquel appartenait l'actuel gouverneur de cette province du nord de l'île de Sumatra] ?

Nous sommes en droit de nous demander : à qui profite le développement de la Papouasie ? Pourquoi le gouvernement refuse-t-il de soutenir la lutte de ses propres citoyens employés par la société Freeport afin qu'ils obtiennent un salaire décent ? Quand les renégociations du contrat d'exploitation de Freeport vont-elles commencer afin que le gouvernement et le peuple indonésien en Papouasie obtiennent une juste part des revenus de cette exploitation minière ? Il est pour le moins intrigant que Freeport soit assise sur une montagne d'or, de cuivre, d'argent et d'autres minerais précieux mais ne soit soumise qu'à une taxe de 1 %, au même titre que le gravier et le sable ! Tel est le destin d'un pays stupide dont le propre gouvernement fait davantage figure de "*comprador* étranger" que de défenseur des intérêts nationaux et de ses citoyens.

Note : Professeur et chercheur au LIPI (Institut des sciences indonésien)

à lire également

- Une mine d'or paralysée en Papouasie
 - Les mineurs papous en grève
 - Lukas, charmeur de poissons – [Tempo](#)
 - Zizanie chez les Papous
 - La vidéo qui a mis le pays en émoi
-

